

PROJET DE LOI PORTANT RÉGIME ÉLECTORAL

L'opposition ne baisse pas les bras

La concertation se poursuit parmi l'opposition parlementaire au sujet de l'attitude à adopter à l'égard des deux projets de lois portant régime électoral et Haute instance indépendante de surveillance des élections dont la séance de vote est prévue demain, jeudi.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Si le FFS a, d'ores et déjà, tranché en décidant du boycott de cette séance, estimant «inutile de s'attarder dans la dénonciation répétitive et stérile d'un système de fraude, dont les instruments résident essentiellement en amont», les autres parlementaires de l'opposition, ceux de l'Alliance de l'Algérie verte, du PT, du FJD auxquels se sont joints, cette fois-ci, quelques députés de petits partis, continuent à croire en l'aboutissement de leurs démarches visant à renverser quelque peu la vapeur. Comment ? En faisant adopter le maximum d'amendements concernant les principaux articles de la discordie. Surtout que l'on a enregistré la disponibilité du groupe parlementaire du FLN à agir de concert pour faire annuler carrément les fameux articles 73 et 94 du projet de loi portant régime électoral qui exigent au moins 4% des suffrages lors des précédentes échéances pour l'admission du dossier de candidature aux élections législatives ou locales, ce qui a suscité le courroux et l'inquiétude des partis de l'opposition, y voyant un renoncement aux acquis engrangés au fil de ces dernières années et une remise en cause du multipartisme.

Deux dispositions qui, à elles seules, ont fait l'objet de pas moins de 18 propositions d'amendements sur les 96 concernant le seul projet de loi portant régime électoral, ayant été déposé auprès de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN qui continuait, encore hier, à les passer en revue. Son président soutenait le même jour, à l'occasion d'un point de presse, que les travaux de ladite instance se déroulaient dans la sérénité, dans un esprit démocratique, avec le respect des avis des uns et des autres». Et à Ammar Djilani de préciser qu'au bout, c'est «la logique du

vote qui l'emporte», soutenant «ne pas travailler sous la table». Le conférencier soutient, par ailleurs, que «rien n'a été tranché» concernant les nombreux amendements proposés, démentant «toute pression» que la commission qu'il préside aurait subie de la part du gouvernement pour bloquer les amendements de l'opposition, comme soutenu par certains.

Sauf que le député en chef du FLN, Mohamed Djemaï, affirme haut et fort que le vieux front était disposé

à amender les articles 93 et 94 sur l'obligation d'obtenir 4% des suffrages exprimés lors des élections législatives précédentes dans la circonscription électorale pour la validation d'une liste électorale au motif que les petits partis «ont eu leurs agréments de l'Etat algérien» et ainsi faire l'économie d'une accusation supplémentaire de velléité de fermeture des portes devant eux.

Mais qu'en est-il des autres dispositions de ces deux projets de lois qui suscitent autant de crainte et de désapprobation de l'opposition ? Notamment la fameuse question de vote des éléments des divers corps constitués sur les listes électorales ? Selon Nadia Chouitem, députée et membre de la direction du PT, tout semble indiquer que la disposition



Photo : Samir Sid

Courroux et inquiétude des partis de l'opposition.

contenue dans ledit projet de loi portant régime électoral sera maintenue, le représentant du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales s'étant montré «intransigeant»,

avant-hier, en nocturne lors des travaux de la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés.

M. K.

VIOLENCES À ANNABA

23 émeutiers présentés à la justice

Enregistrées dans la soirée de ce dernier samedi, les violences caractérisées par le pillage, destruction, sacage, vols et agressions sur des éléments du service d'ordre, ont eu des suites.

Elles vont dans le sens d'une totale maîtrise de la situation, tant en centre-ville que dans les quartiers et cités de la commune chef-lieu de wilaya. Des suites auxquelles, certainement, ne s'attendaient pas les auteurs de faits d'attroupements, atteintes à l'ordre public, destruction et pillage de biens publics et privés ainsi que des agressions ayant occasionné des blessures à 13 policiers.

C'était hier lorsque tôt le matin, vingt-trois individus dont trois mineurs directement impliqués dans ces violences ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba. Ils devaient répondre, individuellement, aux faits qui leur étaient reprochés. Des faits graves s'il en est. Ils auraient pu avoir des conséquences autrement plus graves n'était la parfaite maîtrise de la situation par le cordon sécuritaire rapidement déployé.

Durant toute la matinée et jusque tard dans l'après-midi, l'audition des mis en cause, majoritairement des délinquants, s'était poursuivie. Pour faire face à toute éventualité, les respon-

sables de la Sûreté de wilaya ont pris des dispositions à même d'éviter toute éventuelle réaction des proches. Ces violences à l'origine d'un important préjudice financier commis au détriment des commerces privés et institutions étatiques ont été unanimement réprochées par les habitants de la wilaya de Annaba. Et même d'ailleurs, si l'on se réfère aux réactions sur les réseaux sociaux qui ont favorablement accueilli la ferme volonté des autorités locales.

En fait, ces réactions sont motivées par les images enregistrées par les caméras de vidéosurveillance et celles des portables qui ont rapidement fait le tour des réseaux sociaux. Elles montrent toute la violence et l'acharnement des manifestants à tout détruire sur leur passage et à provoquer les éléments antiémeutes.

Ces mêmes preuves qualifiées d'irréfutables quant aux objectifs visés par les manifestants ont servi d'arguments au premier responsable de l'exécutif de wilaya pour exprimer, à la clôture de la première journée de la session de l'Assemblée populaire de wilaya, sa détermination à éradiquer le marché informel et celui parallèle à travers tout le territoire de la wilaya. «Je suis déterminé à éradiquer tout ce qui est lié à l'illégalité. Ce matin même, nous avons démantelé le marché informel de la commune de Sidi Amar.

Par ailleurs, nous avons pris la décision d'assainir totalement la ville de Annaba, à commencer par le marché El Hattab. Il est inconcevable que pareille infrastructure représentant des risques majeurs pour la sécurité des citoyens soit encore en activité. Ce genre d'opération a déjà été entamé à Oued Forcha, à la rue Ben Badis et à la Colonne. Le système de vidéosurveillance sera généralisé dans les tout prochains jours aux zones côtières telles que Aïn Achir et Chétaïbi, entre autres», a déclaré le wali, Youcef Cherfa.

Pour l'heure, le calme est totalement revenu dans la capitale de l'Edough. Sous le contrôle d'un dispositif renforcé du service de sécurité, les citoyens vaquent normalement à leurs occupations quotidiennes. Totalement libérés de l'emprise des animateurs du marché informel, les commerçants légaux ont repris leurs activités habituelles. Tout aussi libérés de cette emprise, les trottoirs ont été réoccupés par les citoyens, pères et mères de famille soulagés de vaquer à leurs occupations loin de toute pression. «Les citoyens n'auront plus à appréhender la situation d'insécurité en centre-ville comme dans les autres quartiers et cités. Nous nous sommes engagés à faire de Annaba une ville sécurisée, et elle le sera», a martelé le wali.

A. Bouacha

RÉGULATION DU SECTEUR DE L'AUDIOVISUEL

Le gouvernement passe à l'action

Le ministère de la Communication a adressé, hier, une dernière mise en demeure aux chaînes de télévision non accréditées en Algérie pour se conformer à la réglementation.

Quelques semaines après la mise en garde du Premier ministre Abdelmalek Sellal, enjoignant à son ministre de la Communication de fermer les chaînes non agréées, ce dernier a envoyé une dernière mise en demeure pour demander à ces chaînes de se conformer à la réglementation en vigueur qui interdit la création de médias sans l'accord des autorités.

Dans ce contexte, il faut rappeler que le paysage médiatique a connu une floraison de chaînes satellitaires à partir de 2012, date de promulgation du nouveau code de l'information qui a décrété l'ouverture du secteur aux privés. Or, les textes d'application de ce code n'ont pas encore vu le jour et le vide juridique a ouvert la voie à l'anarchie. Il y a environ une cinquantaine de chaînes domiciliées à l'étranger qui émettent ainsi à l'intention du public algérien. Les autorités ont accrédité des bureaux de représentation pour

cinq chaînes. Il s'agit d'Echourouk TV, de Dzaïr TV, Djazaïria TV, d'Ennahar TV et El Hoggar TV. Les journalistes et cameramen de ces chaînes ont le statut de presse étrangère. Cet agrément et s'il n'a pas sorti ces chaînes de la précarité dans laquelle elles exercent, les met au moins à l'abri de la fermeture annoncée.

En effet, cette dernière mise en demeure adressée aux autres chaînes de télévision est une formalité administrative accomplie en vue de fermer celles parmi lesquelles elles ne se conformeront pas aux règles d'usage en la matière.

Il convient de noter par contre que ce n'est pas tant la précarité dans laquelle se trouvent ces chaînes et le souci du formalisme administratif qui motivent l'action du gouvernement. Mais c'est le contenu de ces chaînes qui gêne le plus. Dans sa mise en garde du 23 mai dernier, Abdelmalek Sellal a estimé

qu'il fallait plutôt «redresser un secteur livré à l'anarchie où les lignes rouges qui sont les valeurs et principes de la société algérienne ont été franchies». Les premières chaînes qui en feront les frais, ce sont ainsi, suivant la mise en demeure du ministère de la Communication, «les chaînes de

télévision exploitant un service de communication audiovisuel de manière illégale en Algérie, en infraction des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière».

Le cahier des charges annexé à la loi relative à audiovisuel fixe, en tout cas, le cadre d'exercice de

cette activité : «Le respect de l'unité nationale, les intérêts économiques et diplomatiques de l'Algérie, le secret de l'instruction judiciaire, les constantes et les valeurs de la société et les valeurs nationales et les symboles de l'Etat tels que définis par la Constitution.»

L. H.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Communiqué

Le Syndicat national des journalistes dénonce, une fois de plus, toute cette campagne de représailles que mène le pouvoir contre certains médias nationaux depuis quelques semaines déjà et qui prend une tournure hautement inquiétante depuis le week-end dernier avec l'incarcération de deux responsables de la chaîne KBC et une responsable au ministère de la Culture.

Ce souci sélectif du respect des lois qui semble soudainement s'emparer du pouvoir est en soi un indice qui ne trompe pas : cibler un média bien particulier, au milieu d'une jungle de chaînes cathodiques toutes hors-la-loi, de l'avis même des autorités, est le parfait exemple du traitement inique trahissant plus une volonté de punir que la préoccupation de faire respecter les lois.

Un examen serein des derniers événements de ces derniers jours autorise une lecture tout aussi froide. Il

ne s'agit, tout simplement, que de la suite de cette cabale que mène le pouvoir contre le groupe *El Khabar* dont l'invalidation du rachat par le groupe Cevital ne semble pas suffire. Il ne s'agit donc pas d'une simple affaire «commerciale», comme ne cessait de le claronner ce même pouvoir à travers ses divers canaux, mais d'une transaction exagérément politisée de par ces rebondissements inattendus faisant que, comme par hasard, le directeur de Ness Prod, une partie dans le conflit que traite la justice depuis mai dernier, se retrouve en prison pour une complexe histoire d'autorisation de filmer, que l'on découvre tous, cinq années après l'apparition induite de l'anarchique et atypique communauté hertzienne offshore, tenant lieu de champ audiovisuel algérien.

P/ le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général, Kamel Amarni